



UNION DES COMORES  
Unité - Solidarité - Développement

Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Budget  
Citoyen

2  
24





# SOMMAIRE

	<b>AVANT - PROPOS</b>	<b>6</b>
<b>I</b>	<b>NOTIONS ESSENTIELLES LIEES À LA RÉFORME BUDGETAIRE</b>	<b>8</b>
<b>II</b>	<b>QUELQUES PRINCIPES BUDGÉTAIRES</b>	<b>11</b>
<b>III</b>	<b>PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET</b>	<b>12</b>
<b>IV</b>	<b>QUELQUES MESURES POUR 2023</b>	<b>16</b>
<b>V</b>	<b>CONTENU DU BUDGET 2023 : QUELQUES CHIFFRES CLES</b>	<b>20</b>



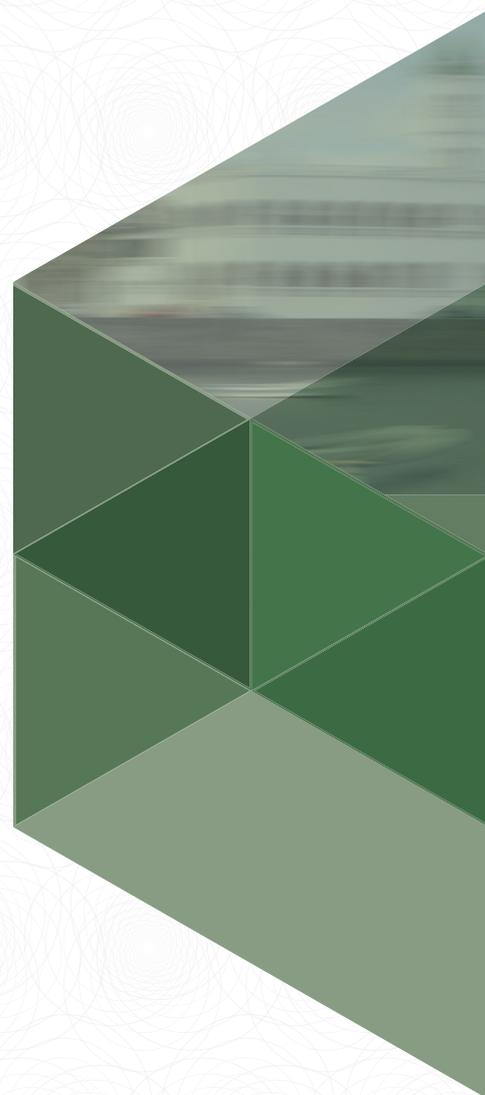
SEM AZALI Assoumani, Président de l'Union des Comores

Extrait du discours de

## SEM AZALI Assoumani,

Président de l'Union des Comores et Président en exercice de l'Union africaine au 2ème Sommet Mondial sur les ODD, Évaluation à mi-parcours, en marge de la 78ème Assemblée Générale des Nations Unies, le 18 Septembre 2023

“ Le gouvernement a mis en place des réformes Fondamentales pour assurer les équilibres budgétaires, financer les dépenses sociales et les infrastructures, renforcer la viabilité de la dette, maitriser les dépenses publiques, et à terme, accroître la résilience des Comores aux catastrophes naturelles ”





**MZE ABDU MOHAMED CHAFIU,**  
Ministre des Finances, du Budget  
et du Secteur Bancaire

Le budget de l'Etat est consacré par la loi de finances qui correspond à l'ensemble des ressources provenant essentiellement des impôts et des taxes payés par les citoyens et les entreprises, en vue de permettre à l'Etat de financer l'action (éducation, santé, justice, force publique ....) et les investissements nécessaires pour le développement du pays. Comme toute loi, la loi de finances votée par le parlement doit être respectée par tous les contribuables et par les institutions en charge de son exécution.

De ce fait, la fraude fiscale et les détournements des fonds publics sont lourdement sanctionnés par cette même loi. Pour une meilleure compréhension de la loi des finances et ses dispositions, le gouvernement comorien a entrepris, pour la seconde année consécutive, l'élaboration d'un budget citoyen, un document simplifié pour permettre au public non-initié de se familiariser à la terminologie et au suivi de la gestion des finances publiques.

La bonne gouvernance de l'État implique une transparence dans la gestion des ressources financières, que ce soit à travers une prise de connaissance de la répartition des dépenses publiques mais aussi à travers

l'origine des recettes.

D'autant qu'en dépit de son potentiel de ressources capable de financer les priorités de développement telles que définies par le Plan Comores Émergent (PCE), notre pays dépend encore beaucoup trop de ressources financières extérieures, ce qui le classe parmi les pays présentant le taux de pression fiscale le plus bas du continent africain.

En effet, la question de la bonne gestion des deniers publics demeure au cœur des préoccupations des Comoriens, ce qui contribue au renforcement du lien de confiance entre les administrés et leurs dirigeants.

La bonne gouvernance et la transparence constituent donc un élément de réponse visant à renforcer cette confiance, ce qui impactera de fait la situation des finances publiques.

Ainsi, il nous a donc semblé primordial d'élaborer cet outil d'éducation civique et de transparence budgétaire pour permettre un accès équitable à l'information budgétaire et garantir une gestion des finances publiques plus juste et plus efficace.

Pour finir, je salue l'engagement de nos partenaires, notamment l'UNICEF et la société civile et l'Initiative Citoyenne pour la Transparence Budgétaire (ICTB), qui ne ménagent aucun effort pour aider le Gouvernement à rendre l'élaboration du budget, un processus davantage participatif, afin qu'il ne soit plus seulement l'affaire des spécialistes.

# ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET



**HADIDJA  
MOHAMED DAROUËCHE**

*Directrice Générale du Budget*



**FATIMA  
MOHAMED ABDALLAH**

*Directrice régionale du  
Budget - NGAZIDJA*



**AMINE SAID**

*Directeur régionale du Budget  
- ANJOUAN*



**AHMED MALIDA**

*Directeur régionale du Budget  
- MOHELI*



**MOHAMED EDDINE**

*Chef de service Dépenses*



**ALI HASSANI MOHAMED**

*Directeur des études, synthèses et  
des prévisions budgétaires*



**ALI MOHAMED**

*Chef de service solde*

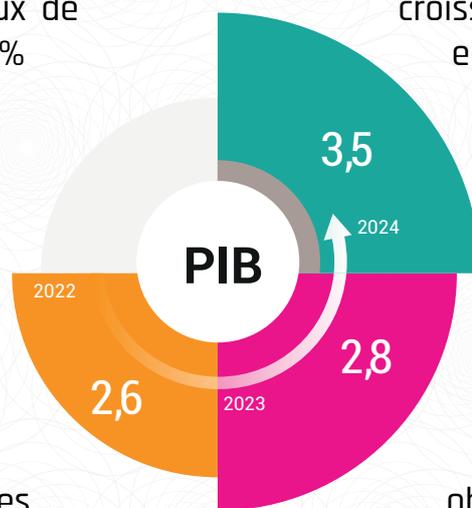
# INTRODUCTION

Le budget 2024 a été conçu dans un environnement économique marqué par de multiples conflits mondiaux, des chocs climatiques, un resserrement des ressources et des politiques monétaires, impactant sensiblement la croissance économique, avec des marges de manœuvre réduites pour couvrir les besoins de financement de l'Etat. Malgré cela, le Gouvernement comorien reste engagé à mettre en œuvre des réformes sur plusieurs fronts, soutenus par ses partenaires dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC) avec le FMI et la Banque Mondiale, en vue de favoriser une croissance rapide et inclusive pour un développement durable à moyen terme, s'alignant ainsi sur le Plan Comores émergents (PCE).

Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB a été revu à la baisse et atteindrait 3,5% en 2024 alors qu'il était de 2,8% en 2023 et 2,6% en 2022.

Ce taux, soutenu par notamment la demande intérieure, la consommation privée et publics, sera accompagné les investissements et de l'inflation qui retrouverait d'un dégel de son niveau habituel, soit environ 2%. Les prévisions du budget 2024 ont donc tenu compte des recommandations du FMI observées sur l'exécution du budget au premier semestre 2023, notamment en termes de ressources internes.

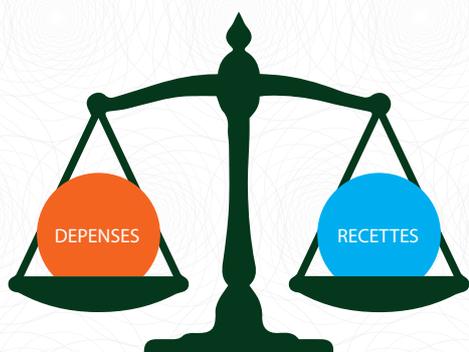
Ces prévisions ont également comptabilisé le budget des élections présidentielles de 2024 ainsi que la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Généralisée (AMG).



# I

## NOTIONS ESSENTIELLES LIEES À LA RÉFORME BUDGETAIRE

### Qu'est-ce que le budget de l'Etat ?



Le budget de l'Union est l'instrument qui permet au Gouvernement de mettre en œuvre son programme économique, social et environnemental. C'est le support à travers lequel sont autorisées, chaque année budgétaire et qui correspond à l'année civile, les prévisions des dépenses et des recettes de l'Etat. Le budget de l'Etat comprend deux sections, l'une pour le budget de l'Union et l'autre pour le budget des Iles.

## Le budget de l'Union

### Le budget général :

Le budget général comporte l'ensemble des recettes et des dépenses des ministères tels que le Ministère de l'Education Nationale, de l'Emploi, et le ministère de la Santé, ainsi que des institutions constitutionnelles telles que la Présidence de l'Union, l'Assemblée Nationale ou encore la Cour suprême.



## Les budgets annexes :

Les budgets annexes concernent les opérations financières des services de l'Union qui ne sont pas dotés de personnalité juridique par la loi et dont l'activité tend essentiellement à la production de biens et services notamment les sociétés d'Etat (12) comme la SOCONAM<sup>1</sup> qui a été créé depuis 2012 mais n'a jamais été imposée et établissements publics (21), l'ACRP<sup>2</sup> , Chambre Numérique...).

Ils bénéficient d'une autonomie financière, du fait qu'ils offrent des prestations de services et/ou des produits donnant lieu à une rémunération fixée par voie réglementaire.

1 Société Comorienne de Navigation Maritime

2 Autorité Comorienne de Régulation Postale

## Qu'est-ce que la Loi de Finances ?

La Loi de Finances est un document juridique qui traduit l'autorisation donnée par le Parlement au Gouvernement, pour exécuter le Budget de l'Etat, selon des prévisions chiffrées des recettes et des dépenses dans une période d'une année fiscale (exercice budgétaire) qui court du 1er janvier au 31 décembre.

## Qu'est-ce que le budget citoyen ?

Le budget citoyen est un document simplifié de la Loi de Finances qui résume les principaux chiffres du Budget de l'Etat, et informe le citoyen des différentes mesures budgétaires, fiscales et douanières proposées dans ce cadre. Ce document est conçu par le ministère des Finances à travers la Direction Générale du Budget (DGB). Il cite également la répartition des dépenses et des recettes de l'Etat et met en exergue les services à caractère social relevant des secteurs clés notamment l'éducation, la santé et les routes.....

Il facilite la lecture et la compréhension des inscriptions budgétaires et permet de faire participer le citoyen activement au processus budgétaire.

Pour le budget 2024, la Direction Générale du Budget (DGB) a travaillé en étroite collaboration avec l'Initiative Citoyenne pour la Transparence Budgétaire (ICTB) en vue d'apporter plus de transparence et d'inclusion citoyenne dans l'élaboration du budget. Le budget citoyen est diffusé dans l'objectif de :



Initiative Citoyenne pour la Transparence Budgétaire (ICTB)

1

**Vulgariser davantage le contenu de la Loi de Finances pour le citoyen, en utilisant un langage simple et accessible ;**

2

**Impliquer le citoyen dans le débat sur les politiques publiques et leur gouvernance, notamment en ce qui concerne la programmation du Budget de l'Etat ;**

3

**Informier le citoyen sur les sources des recettes de l'Etat et les dépenses qui en sont faites.**

# II

## QUELQUES PRINCIPES BUDGÉTAIRES

BUDGET  
2024

### a. Principe de sincérité

Le principe de sincérité traduit une exigence de réalisme affirmé dans l'évaluation des recettes et des dépenses financières de l'Etat en tenant compte des informations disponibles. Les prévisions sont faites sur des bases solides, claires, réelles et précises.

### b. Principe de transparence

Ce principe assure l'accès à une bonne information sur la préparation, l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat. Cela renforce la redevabilité de l'Etat envers le citoyen. Le citoyen est associé au processus budgétaire, du début jusqu'à la fin. Les contrôles sont renforcés, notamment ceux de la Section des Comptes sur le rapport annuel de l'exécution du budget 2022 et ceux de l'Assemblée de l'Union sur le rapport parlementaire du vote de la Loi de finances 2024

2024

# III

## PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Comment le Gouvernement prépare-t-il le projet de budget ?

a

### Phase de programmation :

#### le cadrage budgétaire

Étape où l'on définit le coût des activités réalisées durant l'année précédente, ceux de l'année en cours, ainsi que les projections des montants que l'Etat compte dépenser sur une période de trois ans. Ce cadrage est

conduit par la Direction du budget en collaboration avec les Ministères sectoriels entre avril et septembre de chaque année. Les services restent en interaction permanente durant tout le processus.

### Phase de formulation

b

Cette étape se déroule souvent en comités restreints, au niveau du pouvoir exécutif. Le gouvernement détermine la façon dont les ressources financières seront assurées et

affectées dans l'ensemble des programmes et activités. Le budget proposé constitue la traduction des priorités de la politique générale de l'Etat en un document financier.

## C

# Phase d'élaboration et d'arbitrage



Conférence budgétaire

À la suite du débat en conférence budgétaire entre la Direction Générale du Budget à travers la Direction des Etudes et des Prévisions Budgétaires et les responsables du départements ministériels notamment le secrétaire général du ministère et le Directeur Administratif et Financier, le Gouvernement valide les choix de dépenses et le niveau de recettes mobilisables. Ce qui ouvre la voie à la répartition des enveloppes budgétaires ou plafonds de dépenses par secteur, par département ministériel et institution.

Il s'agit ainsi de traduire les objectifs globaux définis dans le cadrage budgétaire en objectifs sectoriels en fixant pour

chaque ministère et institution le niveau d'autorisation de dépenses. Les montants arrêtés par dotation sont notifiés par le Ministre des Finances et du budget aux ministères et institutions concernés. Cette notification peut également comporter des précisions sur la destination de certains crédits, des mesures de réforme à mettre en œuvre et les économies correspondantes. Ces notifications sont accompagnées de la lettre de cadrage budgétaire portant préparation du budget de l'Etat, qui décrit les conditions dans lesquelles devra se préparer le projet de loi de finances pour l'année à venir.

# d

## Phase d'examen et adoption



Vote du budget à l'Assemblée

Une fois élaboré, le gouvernement porte la proposition du budget à la connaissance du Parlement et du public. Ceci déclenche un processus d'examen par les députés, d'abord en commission de finances et ensuite en session plénière pour adoption (vote).

Durant cette phase, le parlement débattre des propositions faites, et demande parfois plus de précisions voire des justifications sur les choix optés, de la part des membres du gouvernement. Des représentants du public peuvent être invités à ces discussions comme ce fut le cas en 2023, avec l'ONG ICTB et les Opérateurs Economiques.

## Phase de promulgation

# e

La loi de finances votée par l'Assemblée de l'Union est transmise sans délai au Président de l'Union qui signe un décret pour la promulguer. La Loi de Finances ainsi promulguée est ensuite publiée au Journal Officiel au plus tard le 31 décembre de l'année en cours, de façon à entrer en vigueur le 1er janvier de l'année d'exécution.



Assemblée

Président



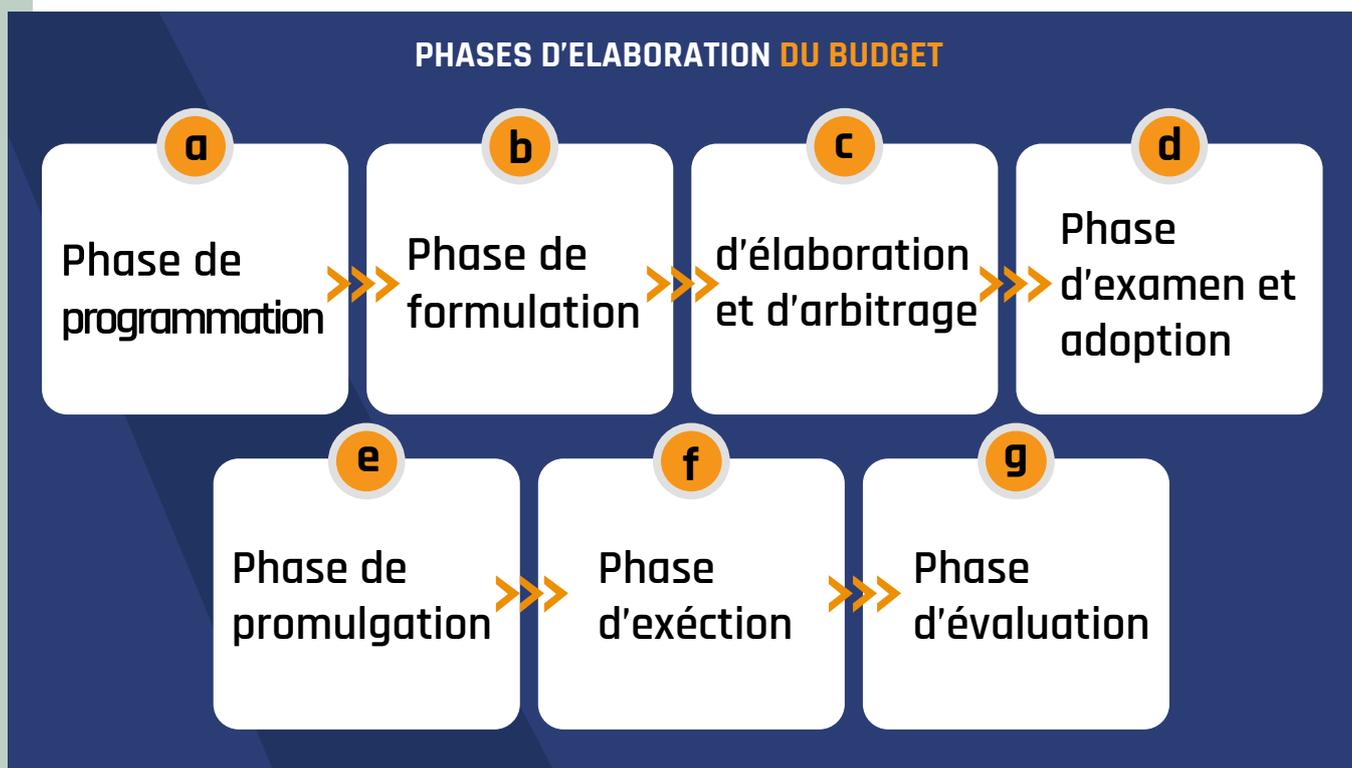
citoyens

# f Phase d'exécution

L'exécution du budget se fait à travers un processus d'ouverture de crédit trimestriel par arrêté du ministre des Finances au profit de l'ensemble des structures ministérielles. Ces crédits couvrent les dépenses de fonctionnement de l'administration (fournitures de biens et services), les subventions aux établissements publics, l'investissement, le paiement de la dette publique, la contribution aux organismes internationaux.

# g Phase d'évaluation

Étape finale du cycle budgétaire qui se matérialise par l'élaboration d'une loi de règlement qui approuve et valide l'exécution budgétaire. La loi de règlement doit être accompagnée du rapport de la section des comptes sur l'exécution de la loi des finances et de la déclaration générale de conformité entre les comptes de la Direction Générale du Budget et ceux du Trésor.



# IV

## MESURES ET PROJETS PHARES POUR LE BUDGET 2024

1

### Financement externe des priorités phares 2024



#### Prudence dans l'endettement



Bien que le pays a un risque élevé sur la dette publique, le pays avait opté pour un réajustement de la stratégie d'endettement, avec un accent mis sur les prêts concessionnels (prêts avec des taux inférieurs à celui du marché financier). La stratégie des Comores vis-à-vis de la dette publique ne change pas : « s'endetter prudemment, dépenser judicieusement » En conséquence de cette stratégie, les charges de la dette publique augmenteront de 25,93% en 2024, par rapport à 2023. Et selon les marchés financiers, juges de la santé financière des États :

la signature de notre pays reste respectée et appréciée suite à l'accord du Programme de Facilité des Crédits Elargis (FEC) avec le Fonds Monétaire International (FMI).



#### Renforcer la bonne gouvernance et réduire les vulnérabilités à la corruption

La corruption demeure sans aucun doute le défi majeur qui se pose à la bonne gouvernance, à une croissance économique durable, à la paix, à la stabilité et au développement aux Comores.

Pour lutter fermement contre la corruption, l'Union des Comores a installé un ensemble d'outils, par la loi N°23-011/Au, qui prévoit l'installation d'une Chambre anticorruption à la Cour Suprême et de nombreuses mesures permettant de surveiller la bonne utilisation des fonds publics, contrôler les appels d'offres, les montants et l'attribution des marchés. Ce contrôle concerne bien évidemment l'administration publique, mais également le secteur privé.

## ■ L'accession de l'Union des Comores à l'Organisation Mondiale du Commerce



Les Ministres du commerce de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont validé l'accession des Comores à l'OMC en février 2024 à Abu Dhabi en présence du Président AZALI Assoumani.

Une accession historique qui clôture près de 20 ans de procédure d'adhésion (depuis 2007) et l'entreprise d'un vaste programme de réformes

intérieures visant à accélérer la croissance économique malgré des conditions très difficiles. L'accession des Comores à l'OMC sera extrêmement bénéfique pour l'ensemble de l'économie comorienne, autant pour les entreprises publiques que privées, ainsi que pour les consommateurs.

Elle contribuera à la diversification des échanges, notamment des partenariats nouveaux ainsi que l'intégration des Comores dans les chaînes de valeur régionale, continentales et mondiales.

## ■ Atteindre l'autonomie énergétique

Réduire les problèmes énergétiques du pays pour offrir une énergie de qualité et en quantité est une condition sine qua non pour soutenir durablement l'économie du pays. Pour cela, de nombreux projets sont en cours d'exécution dont l'objectif est de produire plus de 24 MW avec une capacité de stockage de 30MWh.



**L'énergie solaire:** Une centrale photovoltaïque dans chaque île : centrale solaire de Mitsamiouli, centrale solaire de Pomoni, projet Comores énergie à Mohéli

**L'énergie hydraulique:** Réhabilitation de centrales hydrauliques à Anjouan et Mohéli via le projet PASEC de la BAD

**La géothermie:** Après l'établissement du cadre légal et les études de faisabilité, la phase de mobilisation des fonds est désormais elle aussi achevée pour financer le projet d'énergie géothermique devant être opérationnel d'ici quatre années. Ce projet permettra la production de 15MW.



## Assurance Maladie Généralisée



L'Assurance Maladie Généralisée aux Comores, vise à établir un système de santé équitable grâce à un financement solidaire impliquant les ménages et l'État. L'engagement du gouvernement pour la protection sociale souligne l'importance du projet non seulement en tant que réforme du système de santé, mais aussi en tant que levier de justice sociale. L'aboutissement de cette démarche orientera le système de santé comorien vers un système plus inclusif et accessible pour tous les citoyens comoriens.

Ce projet va prochainement franchir une étape cruciale avec le lancement d'une phase pilote.

La phase pilote de l'AMG représentera une étape décisive dont l'objectif sera d'évaluer l'efficacité du modèle, identifier les ajustements nécessaires et s'assurer que l'ensemble du processus répond aux besoins spécifiques de la population comorienne.

## 2

## Financement interne des priorités phares 2024



## Renforcement de nos Administrations et la politique fiscale

Les recettes nationales des Comores sont largement alimentées par les impôts indirects, qui représentent environ 75 % des recettes fiscales.

Les instruments fiscaux doivent être renforcés en vue d'une meilleure efficacité, ce qui permettrait la fourniture de services publics qui aideraient à libérer le potentiel de croissance des Comores et à relever les défis persistants du développement.

Le renforcement de l'administration fiscale et de la réduction des exonérations fiscales pourraient contribuer à accroître les recettes, tout en maintenant une politique fiscale « sociale » telle que l'exonération de taxe de scolarité relative aux écoles privées (art 141 du code des impôts).





## Renforcement de l'Offre de Santé



Construction du Centre Hospitalier El Maarouf (9 724 510 543 KMF) ; Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge sont des conditions essentielles au développement durable.

Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable à travers l'Assurance Maladie Généralisé ;



Recrutement des infirmiers stagiaires et sages femmes

Équipements hospitaliers  
(256 110 543 KMF)

Achat des vaccins  
traditionnels (280 000 000 KMF).

Subvention sur la réduction de la mortalité  
maternelle et infantile (300 000 000 KMF)



## Prémunir la stabilité bancaire et Financière



Préserver la stabilité bancaire et financière par un système financier robuste, fonctionnant efficacement en toute circonstance à la fois dans le domaine des paiements, des banques et des assurances y compris en période de crise.



## Recrutement des enseignants



Pour pallier l'insuffisance des enseignants au niveau primaire et secondaire, le ministère de l'Éducation organise un concours de recrutement conjointement avec le ministère de la fonction publique d'un effectif de 595 postes.

L'objectif étant de renforcer la qualité des enseignements acquis par les élèves. En 2022, seulement 23% des élèves de 7 - 14 ans ont démontré des compétences de base en lecture et en mathématiques (MICS 2022).



## Élections présidentielles et des gouverneurs



Afin d'obtenir plus de transparence et de crédibilité du processus électoral, l'Union des Comores a financé sur fonds propres l'organisation des élections présidentielle et gubernatoriale du mois de janvier 2024.

Cela a permis le financement, pour garantir son indépendance, de la Commission Électorale Nationale Indépendante dans la planification, l'organisation et la conduite des élections.

Mais aussi, a contribué à l'éducation civique des électeurs, la formation de l'administration électorale, la prévention et résolution des contentieux électoraux et l'acquisition et la distribution du matériel électoral

## Aménagement du territoire

### Routes (2 823 000 000 KMF) Pour Ngazidja

 Financement de la réhabilitation des deux tronçon des routes nationales RN3 et RN4 qui relient la ville de Mitsamiouli à Bahani en passant par Mbeni, Itsinkoudi et GTE sur une distance total de 49 kilomètre.

 Financement des projet d'aménagement des routes reliant Mitsamiouli, Koua, Ouellah et Wemani



## Financement du Secteur Agricole



Lancement de l'Appel à projets AFIDEV



Culture de taros

- 1 Subvention des centres Ruraux de Développement Economique (CRDE) (93 600 000 KMF (93 600 000 KMF) ;
- 2 Office Comorien des produits de rente (100 000 000 KMF).
- 3 Subvention de la chambre d'agriculture 115 000 000 KMF

## Agence Habitat (187 080 000 KMF

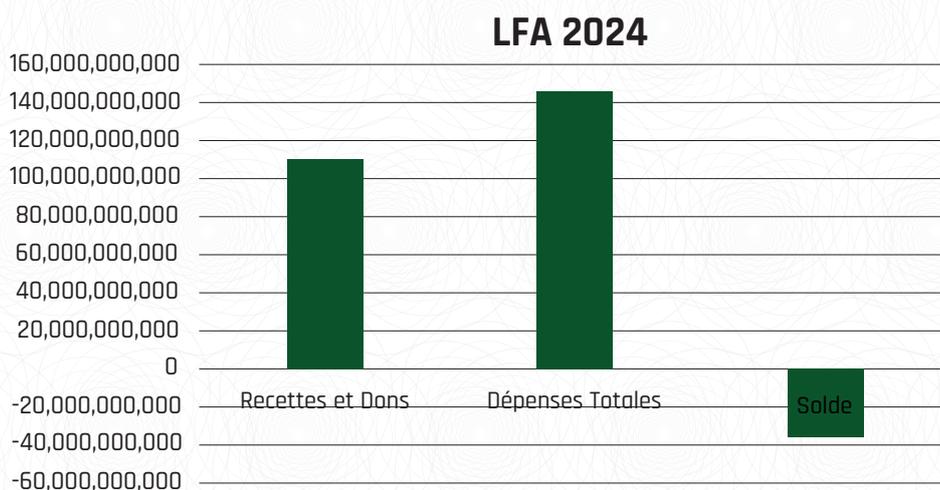




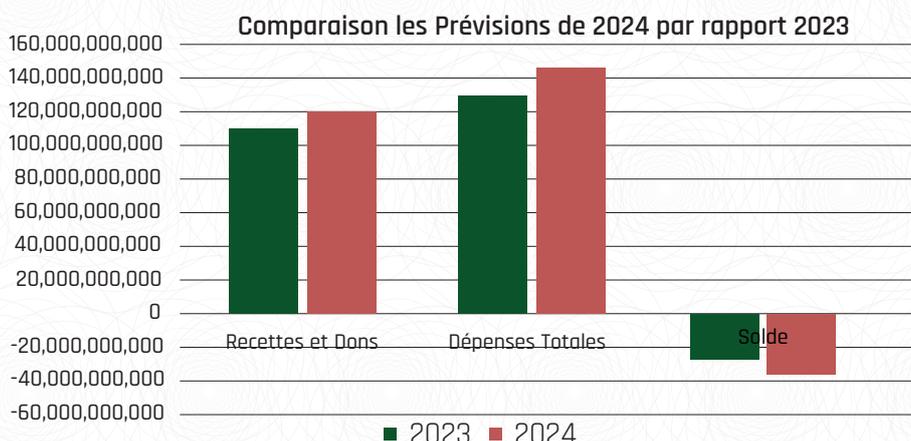
# CONTENU DU BUDGET 2024 : QUELQUES CHIFFRES CLES

## 1. Le budget général

Le budget de l'Etat pour l'année 2024 s'élève à 110 530 500 000 de FC en Recettes et 146 076 806 171B de FC en dépenses. La différence entre les recettes et les dépenses donne un résultat négatif de 35 546 306 171 de Francs Comoriens (solde budgétaire déficitaire). Ce solde sera financé par des dons et des prêts de nos partenaires techniques et financiers.



Par rapport à l'année 2023, le budget 2024 présente une augmentation plus en dépenses qu'en recette et le déficit se creuse un peu plus.



Les prévisions du budget de 2024 sont augmentées par rapport au budget de 2023 :



Sur les recettes totales à hauteur de 5 366 200 000 FC soit une hausse de 5,10%

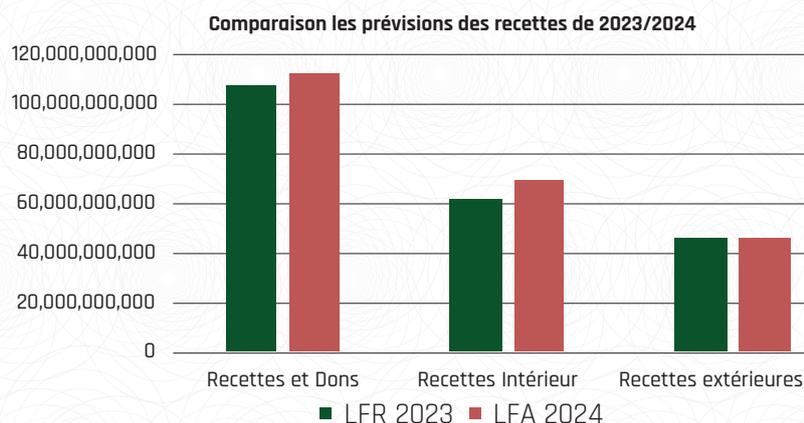


Sur les dépenses totales à hauteur de 12 852 406 171 FC soit une hausse de 9,84%

Ce qui explique le solde budgétaire déficitaire de 33 068 006 171 de FC qui nécessite un financement extérieur pour atteindre les objectifs fixés dans ce budget.

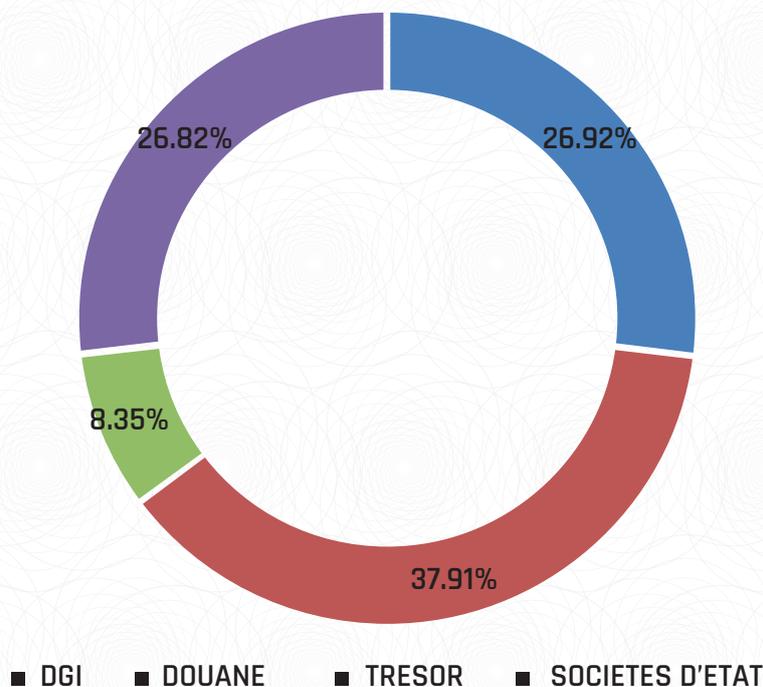
## a. Les recettes :

Les recettes de l'Etat sont composées de recettes intérieures (provenant de fonds recouvrés à l'intérieur du pays) et de recettes extérieures (provenant de fonds extérieurs du pays).



Les recettes internes représentent l'ensemble des fonds ou produits financiers collectés par l'Etat (Trésor, Impôts, Douanes et sociétés d'Etat.) à travers les impôts et taxes. En 2024, les prévisions de recettes internes se présentent comme suit :

### Proportion de contribution par structures sur les recettes internes



Les recettes externes sont des dons (Banque Mondiale, FMI, UNICEF, PNUD, ou aides provenant des partenaires BAD, etc.).

Les recettes totales de la Loi des finances techniques et financiers des Comores, à travers la coopération internationale sont arrêtées à 110 530 500 000 de FC (partenaires bilatéraux (Chine, France, Arabie Saoudite, EAU, etc.) et multilatérale

### ▶▶ Montant des Recettes intérieures : 66 817 500 000 KMF dont :

- Montant des Recettes fiscales (issues des impôts et douanes) : 56 816 000 000 de FC (en hausse de 15,20% par rapport à 2023) ;
- Montant des Recettes non fiscales (issues du Trésor à l'exemple des régies administratives, et dividendes) : 10 001 500 000 de FC (en baisse de 7,20% par rapport à 2023)



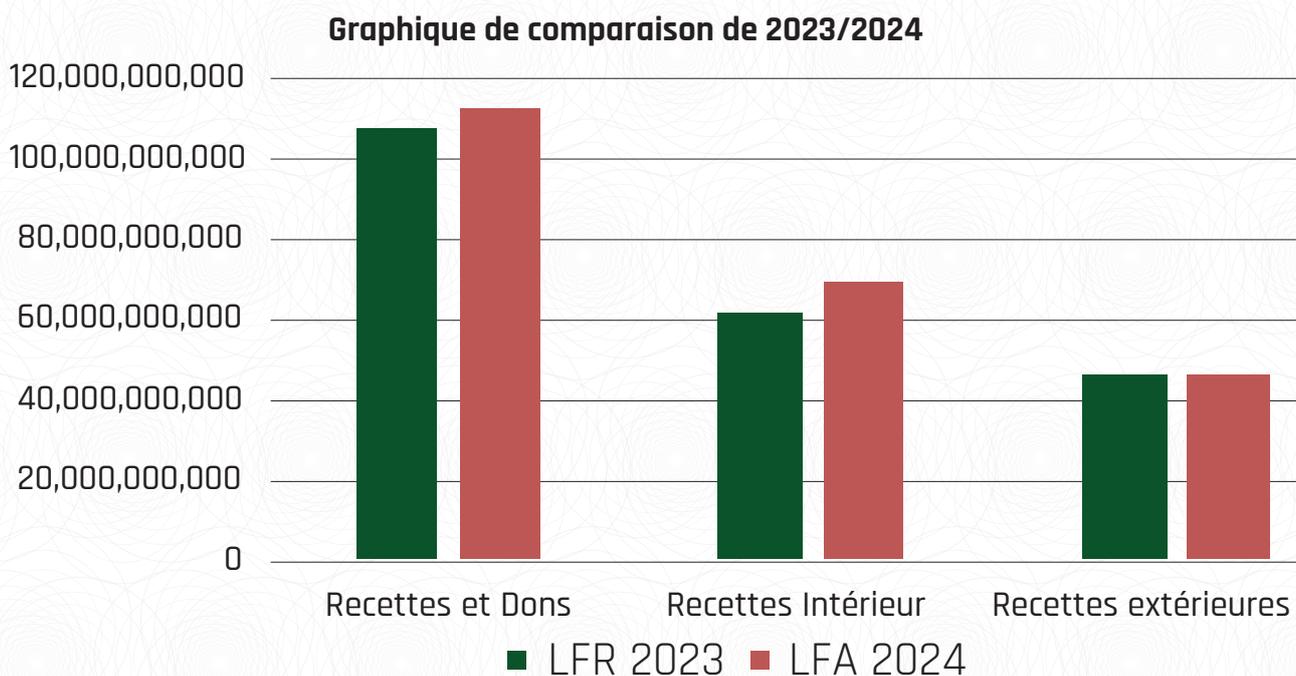
## Montant des Recettes extérieures : 43 713 000 000 KMF, y compris :

- Montant des Dons / projets : 29 225 900 000 KMF
- Montant des Aides budgétaires : 14 487 100 000 KMF



Au total, les prévisions des recettes de l'Etat de la loi de finances 2024 représentent 17, 10% du PIB par rapport à 2023 avec 10,40 % du PIB des recettes domestiques.

## FIGURE : COMPARAISON DES RECETTES ENTRE 2023 ET 2024



## a. Les dépenses :

Les dépenses budgétaires sont arrêtées à un montant total de 143 520 406 171 KMF et se décomposent ainsi :

### Montant des Dépenses ordinaires : 63 586 000 000 FC :

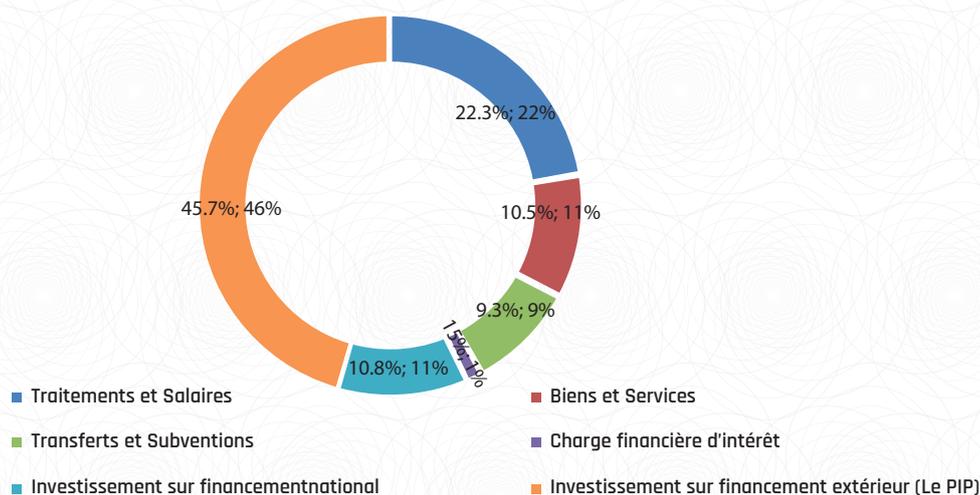
- 32 656 200 000 de FC pour les salaires, soit une hausse de 4,60% ;
- 15 070 500 000 de FC pour les Biens et Services, soit une hausse de 13,14% ;
- 13 302 900 000 FC pour les Transferts & Subventions, soit une baisse de 0,35% ;
- 2 556 400 000 de FC, d'intérêt sur la dette soit une hausse de 25,93%.

### Montant des Dépenses d'investissement : 82 490 802 171 de FC, réparties comme suit :

- 14 634 500 000 de FC, financements intérieurs des investissements, soit une baisse de 9,87% ;
- 1 798 980 000 de FC, pour la capitalisation de la banque postale et de la poste financement intérieur, soit une baisse de 4159% ;
- 66 057 326 171 de FC, Financements extérieurs des investissements, soit une augmentation de 43,13% ;

### Montant de l'Amortissement de la dette : 6 621 674 054 KMF

Proportion des dépenses par nature économique de LFA 2024



S'agissant des dépenses de personnel, leur progression est expliquée par l'augmentation du taux de cotisation patronal de 14% au lieu de 10% pour les fonctionnaires et de 30% pour les députés, encore plus le recrutement des enseignants.

## 2. La budgétisation sensible aux genres (ODD 5)



La budgétisation tenant compte de la question du genre prend en compte et analyse les besoins uniques et divers de chaque personne en vue d'assurer une répartition équitable des ressources.

Ces budgets favorisent donc un sentiment de justice, renforcent la responsabilité des gouvernements et soutiennent un meilleur alignement des budgets nationaux sur les objectifs de développement durable (ODD).

Pour que les budgets qui tiennent compte de la question du genre soient efficaces, les priorités et les besoins de toutes les personnes doivent être compris et inclus à chaque étape du processus de conception et de planification du budget.

Aux Comores il est à noter qu'il n'existe pas de disparité hommes-femmes en termes de salaires. À diplômes égaux, les Comoriennes et les Comoriens sont rémunérés de façon égale et équitable.

Pour 2024, 37% des agents de la fonction publique sont des femmes, représentant une masse salariale de 8 517 959 638 de FC soit 26% de la masse salariale prévue en 2024.

Une évaluation des budgets basée sur le genre a été intégrée dans le budget 2024 insufflant ainsi une perspective genre à tous les niveaux du processus budgétaire et une restructuration des recettes et des dépenses pour promouvoir l'égalité des genres.

### 3. Répartition administrative des crédits budgétaires 2024

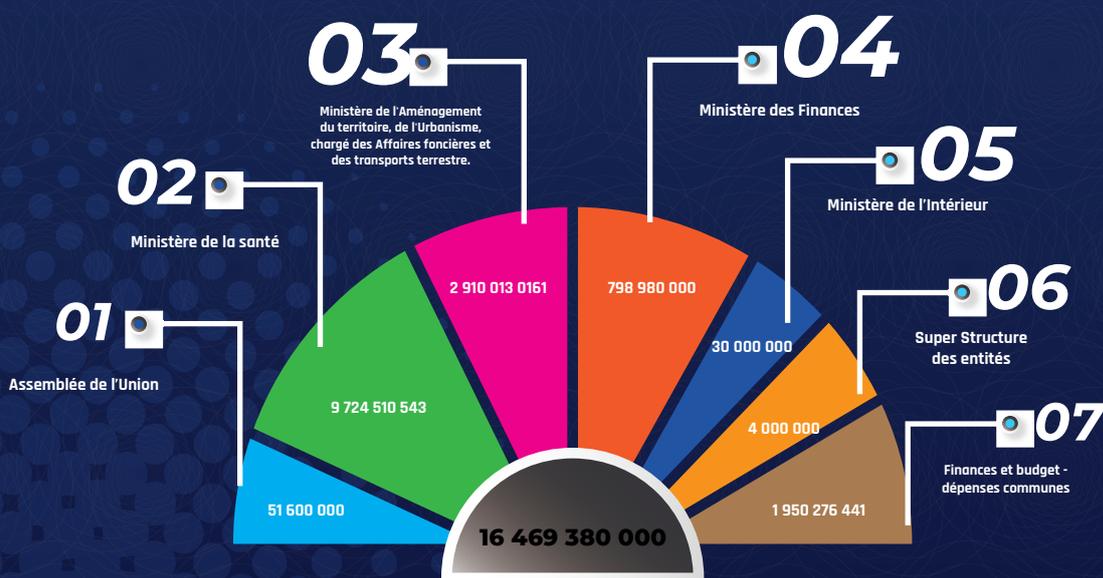
Institution/ ministères	Missions ODD	Budget 2024 (Millions KMF)
<b>ASSEMBLÉE DE L'UNION</b>	Elle est l'organe législatif de l'Union. Elle vote les lois, y compris la loi de règlement, adopte le budget et contrôle l'action du gouvernement.	<b>1 343</b>
<b>COUR SUPREME</b>	Elle est la plus haute juridiction de l'Union en matière judiciaire, administrative, constitutionnelle, électorale et des comptes. La Cour veille à la bonne application de la règle de droit par les juridictions inférieures. Elle n'est pas une juridiction de troisième degré et ne juge au fond des affaires.	<b>733</b>
<b>PRESIDENCE DE L'UNION</b>	Levier dans la conduite des politiques publiques et le pilotage du processus de développement, la Présidence de l'Union inscrit l'amélioration de la gouvernance démocratique et administrative au rang de ses priorités en vue de l'émergence à l'horizon 2030.	<b>10 269</b>
<b>GOVERNORAT NGAZIDJA</b>	En concertation avec l'Union, les Gouvernorats agissent dans les matières d'administration des collectivités locales, de gestion des établissements d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, de formation professionnelle de base, d'allocations de bourses d'études, de construction, d'équipement, d'entretien et de gestion des établissements et du personnel de la santé de base.	<b>570</b>
<b>GOVERNORAT ANJOUANT</b>		<b>501</b>
<b>GOVERNORAT MOHÉLI</b>		<b>313</b>
<b>JUSTICE FONCTION PUBLIQUE</b>	Le bon fonctionnement de la justice est un facteur fondamental de paix, de stabilité et de développement. Une justice saine et impartiale sera un gage de pérennité des investissements et de bonne gouvernance.	<b>1770</b>
<b>AFFAIRES ETRANGERES</b>	Dans sa vision de la diplomatie, l'Union de Comores s'est engagée aux côtés de tous ses partenaires, bi et multilatéraux, à soutenir les actions de coopération en faveur du développement, de la démocratie, du progrès et du bien-être des peuples, du respect des droits humains, de la paix et de la justice.	<b>1 204</b>
<b>FINANCES</b>	Le défi financier de l'Union des Comores vise à doter tous les services de moyens humains, financiers et matériels pouvant leur permettre de mener à bien leurs missions, et ceci à travers une fiscalité attractive pour les investisseurs, une promotion de la transparence et la modernisation de la gestion des finances publiques.	<b>7 611</b>
<b>POSTE ET TELECOMU-NICATIONS</b>	Acteur de la révolution numérique, l'Union des Comores, envisage l'extension de la couverture des services de télécommunications et l'amélioration de la connectivité par les opérateurs : extension des réseaux 4G, mutualisation des	<b>194</b>

Institution/ ministèresM	issions ODD	Budget 2024 (Millions KMF)
	<p>Acteur de la révolution numérique, l'Union des Comores, envisage l'extension de la couverture des services de télécommunications et l'amélioration de la connectivité par les opérateurs : extension des réseaux 4G, mutualisation des infrastructures, migration vers la Fixed-Mobile Convergence (FMC) et la 5G.</p> <p>Cette révolution numérique impactera directement l'administration publique avec la création du portail d'e-gouv « munganyo ».</p> <p>ODD 9 / Cible 9.c. (Accès aux TIC)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage des ménages ayant accès à internet à la maison : 43% (MICS 2023)</li> </ul>	
<b>AGRICULTURE, PECHE, ENVIRONNEMENT, TOURISME, ARTISANAT</b>	<p>«L'agriculture et la pêche en constituent le parfait complément. Véritable moteur de la croissance économique, le gouvernement comorien souhaite atteindre la sécurité alimentaire via le soutien de l'entrepreneuriat rural et l'industrialisation des activités halieutiques et agricoles Catalyseurs du développement</p> <p>« Investir avec énergie sur la question climatique dans un continent affecté de façon de plus en plus visible par les effets du changement climatique » et vitrine du savoir-faire comorien, le tourisme et l'artisanat occupent un positionnement central dans le développement en termes d'emploi et de promotion de l'image et de la culture du pays.</p> <p><b>ODD 2 / Cible 2.4. Viabilité des systèmes de production alimentaire :</b></p> <p><b>« 19 Centres Régionaux de Développement Économique pour accompagner les populations concernées dans la mise en œuvre des stratégies et politiques agricoles résilientes. »</b></p>	<b>1 473</b>
<b>ECONOMIE</b>	<p>Soutien de la croissance et de la productivité des entreprises, de l'entrepreneuriat, et de l'investissement, son action vise à favoriser le développement économique de tout le territoire dans une perspective de prospérité durable de développement, notamment via l'économie bleue.</p> <p><b>ODD 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Taux de pauvreté : 44.8% (VNR 2023)</b></li> </ul> <p><b>ODD 8 (Croissance économique)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Taux de croissance économique : 3.5% (2023)</b></li> </ul>	<b>632</b>
<b>EDUCATION</b>	<p>Transformer l'éducation comorienne passera par une offre d'éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous les enfants comoriens. Une éducation de qualité est la condition pour l'égalité des genres et la lutte contre la pauvreté</p> <p><b>ODD 4 (Éducation)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Taux net de scolarisation au préscolaire : 31% (MICS 2022)</b></li> <li>• <b>Taux net de scolarisation au primaire : 88% (MICS 2022)</b></li> <li>• <b>Taux d'achèvement du primaire : 82% (MICS 2022)</b></li> <li>• <b>Indice de parité des sexes au primaire (F/G) : 1.05 (MICS 2022)</b></li> </ul>	<b>14 252</b>

Institution/ ministeres	Missions ODD	Budget 2024 (Millions KMF)
INTERIEUR	Le développement territorial est un défi majeur qui doit mobiliser l'ensemble des potentialités de nos collectivités territoriales. Pour le Gouvernement, il s'agira de mettre en place les conditions institutionnelles et organisationnelles de nos territoires en promouvant le développement de la participation citoyenne tant dans la gouvernance que dans le contrôle	6 570
EMPLOI ET TRAVAIL JEUNESSE, CULTURE, SPORT	Le gouvernement comorien souhaite promouvoir la méritocratie à travers le renforcement des capacités et la prime à la compétence notamment pour les jeunes et les femmes. La réussite des Cœlacanthes, parfaite illustration de la réussite par le travail et la compétence, doit servir de boussole pour l'épanouissement de la jeunesse et le rayonnement de la culture et du sport.	1 452
TRANSPORT MARITIME ET AERIEN	Le défi des Comores en matière de transport est de désenclaver l'archipel pour que les Comores profitent enfin de leur position géographique stratégique et devenir enfin un hub régional maritime et aérien.	86
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	Les travaux de réhabilitation des routes nationales et des pistes rurales sur l'ensemble du territoire comorien doivent permettre la circulation des biens et des personnes d'une part mais aussi un développement rural et urbain d'autre part à travers l'installation des infrastructures de base et la mise en place d'un plan d'urbanisation.	3 762
ENERGIE, EAU ET HYDROCARBURES	L'indépendance énergétique aux Comores, principal levier de développement durable de l'économie comorienne, devient une réalité grâce à l'investissement du gouvernement dans le mix énergétique, en accord avec l'équilibre éco systémique et la gestion durable des ressources naturelles (eau et assainissement ; énergie solaire, énergie géothermique, fioul lourd...) <b>ODD 6 (Eau et assainissement)</b> •Taux d'accès à l'eau potable : 20% (VNR 2023) •Utilisation de toilettes améliorées : 62% (MICS 2023)  <b>ODD 7 (Energie abordable et durable)</b> •Couverture en électricité : 98% (VNR 2023)	251
SANTÉ, SOLIDARITE, PROTECTION SOCIALE ET PROMOTION DU GENRE	Un système de santé à la fois fragile et dynamique Beaucoup de progrès sont réalisés en matière de santé aux Comores. Mais, les défis restent immenses. Le profil épidémiologique des Comores révèle plusieurs maladies et problèmes de santé non encore pris en charge de façon adéquate <b>ODD 1 / Cible 1.3. (Protection sociale)</b> •Population bénéficiaire de protection sociale : 9% (VNR 2023)  <b>ODD 2 / Cible 2.2. (Malnutrition enfants de moins 5 ans)</b> •Retard de croissance : 18,2% (MICS 2022) •Emaciation : 5,1% (MICS 2022)  <b>ODD 3. (Santé)</b> •Mortalité maternelle : 53 pour 100 000 naissances vivantes (MICS 2022) •Mortalité des enfants de moins 5 ans : 36 pour 1000 naissances vivantes (MICS 2022)  <b>ODD 5 (Egalité de sexe et autonomisation des femmes)</b> •Violence faites aux femmes :13,2% (MICS 2022) •Mariage précoce (avant 18 ans) :	16 781

## ◆ Programme d'investissement sur Financement intérieur

LIBELLE	ACTIVITÉS PRÉVUES	ETAT
Assemblée de l'Union	Achat des mobiliers des bureaux	51 600 000
Ministère de la santé	Construction de CHU (hôpital el maarouf) financement des prêts à la Banque islamique de développement (BID) puis OPEP fund	9 724 510 543
Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires foncières et des transports terrestre	Construction des routes financement sur nos recettes propres collectées puis le fond routier	2 910 013 016
Ministère des Finances	Financement de la banque postale et de la poste financé par une aide budgétaire de la France	1 798 980 000
Ministère de l'Intérieur	Achat d'imprimerie d'alwatwan	30 000 000
Super Structure des entités	Achat des mobiliers des bureaux et matériels informatiques	4 000 000
Finances et budget - dépenses communes	Achat des mobiliers des bureaux, voitures de fonction, construction et réhabilitation des bâtiments administratifs (bureaux et logements) et des équipements administratifs	1 950 276 441
<b>TOTAL</b>		<b>16 469 380 000</b>



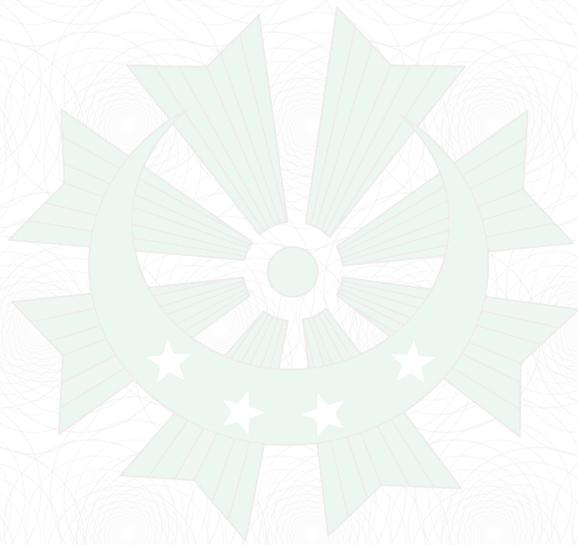


LIBELLE	IMPACT SUR LES	OBAILLEURS	Source de financement/ODD 17
Ministère de la santé	Eradication du paludisme ; lutte contre le SIDA; lutte contre la tuberculose; améliorer la santé de base dans les poste de santé et les centres de santé; équipé le CHU; renforcer la capacité des ressources humaines du secteur santé (ODD 2)	15 343 671 089	fond mondiale; Banque Mondiale
Ministère de l'agriculture, pêche, environnement, tourisme et artisanat	La production de chaîne de valeur ; Donner les moyens pour produire, transformer et stocker suffisamment les produits alimentaires pour sortir du cycle de dépendance aux importations et assurer la sécurité alimentaire de la population	4 671 028 839	PIOC (BM); PREFFER(BAD)? PROJET D'URGENCE (BM)
Ministère de transport Aérien et Maritime	Interconnectivité des îles; la construction du port de Fomboni; Hoani; Ouropveni; port de Moroni	1 597 633 535	BM
Ministère de l'énergie, de l'Eau et des hydrocarbures	la mise en place de l'énergie renouvelable ; renouvellement des réseaux électrique (ODD 7)	3 525 101 718	BM /BAD
Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires foncières et des transports terrestre	Réhabilitation de réseaux routiers de 42 km ; construction des route de 112,04 km à grande Comores; de 50 km à Anjouan; de 36,72km à Mohéli; la construction des logements	18 037 865 250	prêt de la BAD; poste keneth BM ; Etat
Ministère de l'éducation nationale	Msono nahazi; formation professionnelles; construction des écoles -Financement de l'Education Pour un renforcement des compétence en langue française le gouvernement comorien à travers un programme de renforcement des compétences des enseignants en français 2 200 instituer bénéficieront cette formation en couvrant 70 établissements au niveau national	9 320 400 132	France ; Union Européen
Ministère de l'éducation nationale	Renforcement en finances publique ; puis la bonne gouvernance en finances publique	4 610 613 987	BM; AFD; UE
Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, chargé de la diaspora	Intégration de la diaspora	382 557 394	AFD
Ministère de l'économie, des investissements	Valorisation des produits de rente	1 477 014 017	AFD
Ministère de la jeunesse, de l'emploi, du travail, des sports, des arts et de la culture	Encadrement des enseignants en éducation physique, puis reformer l'INJS	6 992 802 230	AFD
Ministère de la justice, des affaires islamiques et de la fonction publique	Renforcement de capacités des magistrats et des greffiers	98 637 980	AFD
<b>TOTAL</b>		<b>66 057 326 171</b>	

# DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET









UNION DES COMORES  
Unité - Solidarité - Développement

-----  
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire